

EuropaLoire

Lettre d'information



Mouvement
Européen
Loire



Janvier 2026 - Année 6 - N°61

Edito

Alors que commence 2026, nous vous souhaitons une année de paix retrouvée, de solidarité et de renforcement du rayonnement de l'Europe, face à la montée des conflits et face aux menaces qui pèsent contre la démocratie.

Ce premier numéro 2026 d'EuropaLoire met à la fois l'accent sur le bilan de la présidence danoise de l'UE qui s'achève, et sur les perspectives ouvertes depuis le 1er janvier par celle de Chypre, notamment pour une Europe plus autonome, dans un long article de Pierre Mandon.

Alors que cette autonomie passe, entre autres, par la sécurité qui devient une préoccupation majeure, la France rétablit le service militaire. Michel Lefrançois propose un comparatif de la position et des décisions des différents Etats membres sur ce sujet.

Nous avions dans le numéro 34 présenté le Bauhaus, mouvement qui a marqué, notamment, l'architecture. Il continue à inspirer, au point qu'un prix a été créé en 2021 par la Commission européenne. Colette Modion nous invite à découvrir sur quels projets quatre communes françaises ont été primées en 2025.

L'Europe sociale, sujet retenu pour les événements 2025 et 2026 de notre section Loire, fera l'objet d'articles réguliers. Ce mois-ci il s'agit des conditions de travail dans les Etats membres, vues à travers la dernière enquête d'Eurofound.

Enfin, après les points d'actualité européenne du Mouvement Européen France, ce numéro se termine sur la concertation citoyenne initiée par la Maison de l'Europe de la Loire, à propos de l'élargissement de l'UE, et sur la sélection de livres proposée sur le mouvement Bauhaus.

Bonne lecture !

Colette MODION



BONNE ANNÉE !

Le Mouvement Européen – Loire
vous présente
ses meilleurs vœux.

« Continuez, continuez, il n'y a pas pour les peuples d'Europe d'autre avenir que dans l'union ».

Jean MONNET



L'édito	1
De Copenhague à Nicosie	2-3
Prix du nouveau Bauhaus européen	4
Le service militaire	5
Actualité de l'Europe sociale	6
Point actualités	7
L'Europe près de chez vous	8
Idées lecture	8

En 2026 lancez votre initiative citoyenne !

L'initiative citoyenne européenne vous donne l'occasion unique d'exprimer vos attentes en demandant à la Commission européenne de proposer de nouvelles législations. La condition : atteindre un million de signatures dans au moins 7 pays de l'UE.

Pour les soutenir ou en proposer de nouvelles,
[cliquer ICI](#)

Consultez le guide !

cliquer



De Copenhague à Nicosie, le Conseil de l'Union européenne change de présidence

Depuis le 1er janvier, Chypre a officiellement pris les rênes de la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne. Le Danemark, qui a occupé cette fonction durant le second semestre 2025, laisse derrière lui un mandat dense, marqué par une succession d'accords politiques et de compromis laborieux.

Le Danemark tire le bilan d'une présidence tournante menée au pas de charge

Six mois durant, le Danemark aura imprimé son rythme à l'agenda législatif européen. Et, à Bruxelles, rares sont ceux qui contestent la performance du bilan.

Dès son entrée en fonction, le gouvernement de Mette Frederiksen avait fixé un cap sans ambiguïté : faire avancer une Europe « plus sûre, plus verte et plus compétitive ». Une ambition que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, n'a pas hésité à saluer lors du dernier sommet européen, évoquant des « résultats impressionnantes » obtenus en un temps record.

Les chiffres donnent en effet la mesure de l'activisme danois : quarante et un textes législatifs finalisés, deux nouveaux trains de sanctions contre Moscou, la prolongation sans limite de l'immobilisation des avoirs souverains russes, et un accord politique ouvrant la voie à la sortie progressive du gaz russe. Un programme dense, mené tambour battant.



Mette Frederiksen, Première ministre danoise, au centre de la photo, entourée des représentants des 26 autres Etats membres et d'Ursula Von der Leyen

Un exercice de compromis à la danoise

Parmi les priorités affichées par Copenhague, le soutien à l'Ukraine occupait une place centrale. L'accord trouvé entre les Vingt-Sept sur un prêt de 90 milliards d'euros à Kiev, garanti par le budget européen, constitue l'un des succès les plus visibles de la présidence danoise. Ce financement doit permettre au pays de tenir financièrement au moins deux ans.

La Première ministre danoise n'avait pourtant pas fait de cette solution son premier choix : elle plaideait initialement pour une mobilisation directe des avoirs souverains russes. Mais face à la résistance de la Belgique, dépositaire d'une grande partie de ces fonds, Mette Frederiksen a opté pour un compromis pragmatique. Une flexibilité que les

diplomates européens qualifient volontiers de « realpolitik »⁽¹⁾.

La marque Frederiksen : fermeté migratoire et ligne assumée

Cette capacité à trancher sans renoncer à ses convictions s'inscrit dans la continuité du style politique de Mette Frederiksen. Depuis 2019, la dirigeante sociale-démocrate a rompu avec la tradition de son parti en adoptant une ligne migratoire particulièrement restrictive. Elle fut la première en Europe à proposer l'externalisation des demandes d'asile vers le Rwanda, un projet qui avait suscité de vives critiques au sein de l'Union et qui avait finalement été mis en sommeil. La présidence danoise lui a offert l'occasion d'en réintroduire certains principes, cette fois avec l'appui explicite de la Commission.

Les États membres et le Parlement européen ont trouvé un accord sur deux textes sensibles : le règlement définissant la notion de « pays tiers sûr » et une liste de « pays d'origine sûrs ». Le premier permettra, dans certains cas, de transférer des demandeurs d'asile vers un pays tiers avec lequel ils n'ont aucun lien. Une évolution majeure, qui marque un durcissement assumé de la politique européenne. Au Parlement, ces textes ont été adoptés grâce à une alliance entre les conservateurs et les forces d'extrême droite.

Simplification réglementaire : entre allègement et détricotage

La présidence danoise a également avancé sur plusieurs textes dits « omnibus » de simplification, touchant au reporting socio-environnemental, au devoir de vigilance, à l'agriculture ou encore à la défense. L'entrée en vigueur du règlement sur les produits issus de la déforestation a en revanche été une nouvelle fois repoussée.

À plusieurs reprises, une coalition des groupes de droite a poussé les révisions plus loin, au point de frôler le détricotage, selon les eurodéputés qui avaient porté ces lois lors de la précédente législature. Un débat révélateur des tensions persistantes autour de la transition écologique et de son coût pour les entreprises.

Un bilan terni par des impasses politiques

Tout d'abord, aucun progrès n'a été enregistré sur les procédures d'adhésion de l'Ukraine et de la Moldavie à l'Union, toujours bloquées par la Hongrie. Un revers notable pour Copenhague, qui espérait au moins une avancée symbolique.

Ensuite, très favorable à l'accord commercial avec le Mercosur, la présidence danoise a obtenu en décembre l'adoption de garanties renforcées pour les agriculteurs européens. Mais ces concessions n'ont pas suffi à lever

De Copenhague à Nicosie (suite et fin)

l'opposition de la Pologne et de la France, ni les réserves de l'Italie. Le traité n'a donc pas pu être signé avant la fin de l'année, comme Copenhague l'espérait.

Enfin, sur le futur cadre financier pluriannuel 2028-2034, les progrès ont été limités. La proposition initiale de la Commission, présentée en juillet, a dû être remaniée pour mieux protéger les dépenses agricoles, une exigence de plusieurs États membres. La question des rabais accordés aux plus grands contributeurs nets reste particulièrement épiqueuse. Le dossier est désormais entre les mains de la présidence chypriote, qui devra accélérer les discussions pour espérer un accord d'ici fin 2026 — un objectif que beaucoup jugent irréaliste, à l'approche de la présidentielle française de 2027.

⁽¹⁾ La *realpolitik*, de l'allemand « politique réaliste », désigne « la politique étrangère fondée sur le calcul des forces et l'intérêt national »

Chypre prend les commandes : une présidence tournée vers l'autonomie stratégique

À près de 3 000 kilomètres de Bruxelles, aux confins de la Méditerranée orientale, Nicosie est la capitale européenne la plus éloignée du cœur institutionnel de l'Union. Depuis le jeudi 1er janvier, elle en est pourtant le centre décisionnel : Chypre a officiellement pris la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne pour les six prochains mois, une fonction qu'elle n'a occupée qu'une seule fois, en 2012.

« Une Union autonome – ouverte sur le monde »

Placée sous le slogan « Une Union autonome – ouverte sur le monde », la présidence chypriote entend conjuguer renforcement de l'autonomie stratégique et ouverture internationale. « La présidence chypriote agira avec détermination pour insuffler un nouvel élan à la construction européenne et contribuer de manière substantielle à la prochaine étape de notre parcours commun », a déclaré le président de la République, Nikos Christodoulides, en présentant les grandes lignes de son mandat.



Nikos Christodoulides, président de la République de Chypre, et António Costa, président du Conseil européen

L'approche se veut ambitieuse et résolument orientée vers des résultats concrets.

Cinq priorités structurent le programme :

- L'autonomie par la sécurité, la défense et la préparation, dans un contexte géopolitique instable ;

- L'autonomie par la compétitivité, avec un accent sur l'innovation et les chaînes de valeur européennes ;
- Une Union autonome ouverte sur le monde, misant sur la coopération internationale ;
- Une Union autonome de valeurs, soucieuse de cohésion sociale et de respect de l'État de droit ;
- Un budget à long terme au service d'une Union autonome, alors que s'ouvrent les négociations du cadre financier 2028-2034.

Durant ces six mois, la République de Chypre présidera un vaste ensemble de réunions et de conférences à Bruxelles et au Luxembourg, mais aussi au Cameroun, où se tiendront plusieurs rencontres sectorielles. Environ 260 réunions sont prévues sur l'île, dont 27 de haut niveau: une réunion informelle des chefs d'État ou de gouvernement, ainsi que 19 conseils ministériels informels, viendront rythmer ce semestre chargé.

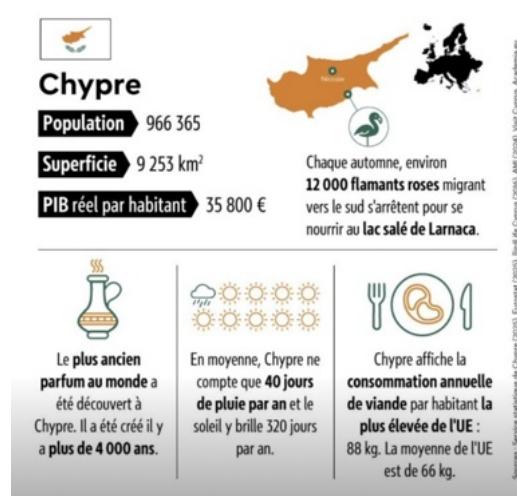
Pour suivre l'actualité de la présidence chypriote :

[Présidence chypriote du Conseil de l'Union européenne](#)

Un logo inspiré des traditions chypriotes



[Le logo de la présidence chypriote du Conseil de l'Union européenne](#) puise son inspiration dans la broderie traditionnelle de Lefkara. Cet artisanat séculaire, fondé sur l'entrelacement minutieux de fils formant des motifs continus, symbolise l'harmonie, la cohérence et l'unité — autant de valeurs que Chypre souhaite mettre en avant durant son semestre à la tête de l'Union. Le design évoque également le soleil rayonnant de Chypre, source de lumière, d'énergie et de renouveau.



Pierre MANDON



Prix du Nouveau Bauhaus européen



Lancé en 2021 par la Commission européenne, le [prix du Nouveau Bauhaus européen](#), (NEB), récompense des projets et concepts innovants en Europe, dans les Balkans occidentaux et en Ukraine. En soutien à la transformation du secteur de l'urbanisme et du bâtiment dans leur démarche de durabilité, d'esthétique, et d'inclusion, pour les constructions ou rénovations de bâtiments, il permet aux lauréats d'obtenir une subvention d'un montant maximum de 30 000 euros et un kit de communication. Plus de 5 000 candidats ont concouru depuis sa création.

Il est attribué selon cinq critères : la reconnexion à la nature, le sentiment d'appartenance, la priorisation des lieux et des personnes nécessiteuses, la création d'un écosystème industriel circulaire, le respect des valeurs du NEB et de la transition verte et durable.

Inscrit dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe, il fait se réunir culture et technologie, innovation et design, au bénéfice de l'amélioration de la vie des personnes et des communautés.

En 2025, il met en avant le logement abordable, avec un focus sur les zones rurales où dont la population ne dépasse pas 20 000 habitants, à travers « Un coup de pouce pour les petites communes » ou Nouveau NEB Boost. Il offre l'opportunité de présenter des projets visant à repenser les espaces publics, améliorer le cadre de vie et engager une transition durable auprès des citoyens. Il s'agit de soutenir des initiatives en faveur de l'environnement bâti – construction, rénovation, adaptation de bâtiments et espaces publics -, et respectant la circularité, la neutralité carbone, la préservation du patrimoine culturel, le logement abordable, la revitalisation des zones rurales ou urbaines peu peuplées.

A ce titre, en 2025, 22 lauréats ont été désignés pour leurs projets architecturaux durables, dont quatre communes françaises.

- Bruze (Ille-et-Vilaine), 35 047 habitants : pour la Résidence Utopia, située près du centre ville, habitat collectif

comportant 87 logements durables, dans un cadre verdoyant, lumineux, incluant un jardin potager collectif, la végétalisation des toits, des passerelles suspendues, une terrasse dominant le paysage local.

Et trois petites municipalités :

- Marcoussis (Essonne), 8 597 habitants : réhabilitation du troisième lieu Le chêne rond, pour la communauté et l'innovation
- L'Etang-la-Ville (Yvelines), 4 915 habitants : construction d'un nouveau centre et d'installations scolaires et de loisirs municipales
- Plouër-sur-Rance (Côtes d'Armor), 3 575 habitants : réaménagement d'une friche, avec la construction d'un troisième lieu et de cinq logements sociaux.



photo: Résidence UTOPIA, le Groupe LAUNAY / source Commission européenne

Le prix a été remis le 30 septembre à Bruxelles.

Colette MODION



Le service militaire dans l'Union européenne

Le pas a donc été franchi par notre gouvernement de réinstaurer le service militaire en France sur la base du volontariat, et cela dès 2026. A noter que toutes les informations sur ce service, aussi appelé national, figurent sur le [site du Ministère des Armées](#).

toute l'Europe
Comprendre l'Europe

C'est, pour nous Européens, le moment de regarder ce qu'il en est de ce sujet pour chacun des Etats membres de l'Union européenne. Une telle analyse vient d'être réalisée de manière claire et détaillée par [Toute l'Europe](#). Nous vous en présentons ici les grandes lignes et le [lien permettant de la consulter](#).

Le tableau ci-contre, qui rassemble quelques éléments clés de cette analyse, met en évidence le fait que 17 des 27 pays de l'UE ont déjà établi ou sont en train d'établir, ou de ré-établir, un service militaire, volontaire ou obligatoire. On trouve dans l'analyse le détail des larges variantes entre pays quant à la durée, la rémunération et la parité. En s'appuyant sur la carte interactive que l'on découvre en introduction, ce tableau confirme à l'évidence que le positionnement géographique est un élément important quant à la décision par chaque Etat membre d'appliquer ou non un service militaire.

Bien que positionnés à l'ouest de l'UE, on remarque aussi qu'avec la France, 2 de nos plus proches voisins, la Belgique et l'Allemagne, sont sur des échéances très comparables quant à la démarche de ré-instaurations.

Il est intéressant également de mettre en regard l'importance relative des États membres quant à leurs effectifs militaires d'active, d'où la dernière colonne du tableau ci-contre. Les chiffres viennent d'une analyse [également réalisée par Toute l'Europe](#), en février 2025, introduite aussi par une carte interactive.

Toutes ces données compilées appelleraient d'autres éléments, économique, politique et géopolitique, si l'on souhaitait tenter d'expliquer les choix et stratégies, individuellement par pays et collectivement vis-à-vis de l'UE. Mais tel n'est pas l'objectif de cet article, et en cette période de bilan et de projection sur une nouvelle année, pourquoi ne pas prendre un peu de recul, d'une part sur l'idéal européen, et d'autre part sur le concept même d'engagement et de mobilisation, au-delà de l'analyse d'effectifs militaires.

Les lignes qui suivent, extraites du chapitre de conclusion du très insuffisamment médiatisé mais tellement salutaire livre de Bertrand Badie intitulé *L'art de la paix* paru fin 2024, nous y invitent :

«Le grand tournant vers l'espoir est celui qui remplacera la guerre [malheureusement souvent considérée comme] fondatrice par la paix fondatrice. La dureté du monde peut paradoxalement nous y aider : la diversification des menaces qui pèsent sur lui et qui sont terrifiantes a dépossédé la guerre de ce lien monopolistique qu'elle entretenait avec l'idée d'insécurité. Celle-ci est devenue tellement multiforme qu'elle implique un traitement plus

	Fin du service obligatoire	Service volontaire ré-instauré	Service Obligatoire	Effectifs militaires d'active
Allemagne	2011	2026		181 600
Autriche				16 000
Belgique	1994	2026		25 000
Bulgarie	2007	2020		37 000
Chypre				12 000
Croatie	2008		2026	14 325
Danemark				20 000
Espagne	2001			133 282
Estonie				7 700
Finlande				24 000
France	1996	2026		200 000
Grèce				142 700
Hongrie	2004			41 600
Irlande	—			7 765
Italie	2005			165 500
Lettonie			2024	17 250
Lituanie			2015	23 000
Luxembourg	1967			1 000
Malte	—			2 000
Pays-Bas	1997	2023		41 380
Pologne	2008	(2027)		202 100
Portugal	2004			24 000
Rép Tchèque	2004			28 000
Roumanie	2006	2026		81 300
Slovaquie	2004			19 500
Slovénie	2003			7 300
Suède			2017	24 400

Tableau récapitulatif de quelques données clés extraites de l'analyse effectuée par Toute l'Europe (mise à jour du 10/12/25)

ambitieux, la réinvention d'une paix qui ne soit plus seulement cette parenthèse entre deux guerres, mais un mode de gouvernance total, intégrant et englobant. De son statut ancien de trêve et de transaction, elle évolue vers celui d'État social et humain.

Cet idéal - conquis davantage sous la pression de la nécessité que sous l'influence de la sagesse - peut ainsi substituer à la « guerre constructive » la force nouvelle d'une « paix constructrice », celle-là même que les philosophes, de Diogène et Aristote jusqu'à Rousseau et Kant, n'ont jamais réussi à arracher à l'état de simple utopie. Cette inversion culturelle n'est pas facile à atteindre, tant il est vrai que le pouvoir politique a toujours pu et su tirer davantage de ressources de la violence que de la paix....»

Michel LEFRANCOIS



Actualité de l'Europe sociale

Le 4 septembre 2025, **Eurofound** (Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail) a publié sa dernière enquête sur les conditions de travail en Europe, réalisée auprès de 36 700 travailleurs dans les 27 Etats membres. Dans une période où la Commission européenne doit préparer une « feuille de route » pour **des emplois de qualité** en lien avec les institutions européennes et les partenaires sociaux, cette enquête apporte des données importantes. Si la qualité de l'environnement physique de travail s'est améliorée depuis 2010, Eurofound relève 2 tendances actuelles inquiétantes : l'exposition croissante aux températures élevées et la sédentarisatation en raison de la numérisation du processus de travail...!

En 2024, **34%** des hommes et **18%** des femmes déclarent être confrontés sur leur lieu de travail à **l'exposition croissante aux températures élevées** surtout dans certains secteurs comme l'agriculture (68%), le BTP (52%), l'industrie et les transports (33%). Cette intensification, liée aux effets du changement climatique, impose de repenser la prévention des risques professionnels. En raison de la numérisation des processus de travail, **la sédentarité** se développe : **42%** des femmes et **39%** des hommes déclarent passer de longues périodes assises, ce qui a des effets sur la santé physique et mentale avec des maladies chroniques (diabète, cardiovasculaires, etc..), des troubles musculosquelettiques (TMS) et des risques accrus de stress, burn out et d'isolement social. Ce sont les nouveaux défis pour **la santé et le bien-être au travail**.

Depuis 2005, les travailleurs effectuant **plus de 10 h de travail par jour** sont passés de **37 à 28%** et ceux travaillant **plus de 48h par semaine de 19 à 11%**, mais ceux qui ont un **travail monotone** ont augmenté de 39% en 1995 à 48% en 2024. Des progrès sont réalisés depuis 2010 dans les différentes dimensions de la qualité de l'emploi non pécuniaire (environnement physique, qualité du temps de travail, compétences et autonomie, perspectives) sauf pour **les femmes** où elles se sont détériorées par **l'intensité du travail et l'environnement social**. En 2024 : **3%** des salariés dans l'UE télétravaillent à plein temps, **9%** ont un travail hybride et **16%** font du télétravail occasionnel. **12%** des travailleurs déclarent utiliser l'IA générative dans leur travail et **17%** déclarent qu'un programme informatique contrôle leurs performances professionnelles, **16%** déclarent qu'un programme est utilisé pour répartir les tâches et **10%** pour déterminer leurs horaires de travail.

Source : IR Notes 257 - 10 septembre 2025 - www.ishare.eu

Dialogue avec les partenaires sociaux

La présidence Danoise du Conseil européen, la Banque centrale européenne et la Commission européenne ont rencontré le 12 novembre 2025, **les partenaires sociaux** (Patronats et salariés) pour débattre de la **situation macroéconomique** et de l'importance des réformes du marché du travail et de la construction du capital humain pour renforcer la compétitivité de l'UE. Valdis Dombrovskis, le commissaire européen à l'économie et à la productivité a exprimé : « *L'économie européenne repart mais reste freinée par les pénuries de compétences et une innovation insuffisante. Il appelle à investir massivement dans les compétences, approfondir le marché unique, réduire la bureaucratie et soutenir les PME pour renforcer durablement la compétitivité* ».

La Confédération Européenne des Syndicats (CES) alerte sur la crise du **logement** (dans 16 États membres, le loyer > 50 % du salaire minimum) et le **coût de la vie**, et appelle à renforcer les négociations collectives et soutenir les revendications salariales pour améliorer le **pouvoir d'achat** et la **justice salariale**. BusinessEurope pour le patronat des entreprises privées, demande une réduction du prix de l'énergie et des charges réglementaires pour dépasser la **sous-performance persistante**. Les entreprises publiques par l'intermédiaire de SGI Europe mettent l'accent sur l'investissement dans les services d'intérêt général et la nécessité de garantir la capacité de prestation sur tous les territoires. Les PME via SMEUnited soulignent la nécessité d'une meilleure adéquation formation / besoins futurs, mais aussi de faciliter l'attractivité pour les migrants qualifiés.

La future présidence chypriote considère que les réformes du marché du travail et du capital humain sont essentielles pour renforcer la **productivité européenne**. De janvier à juin 2026, ses priorités sont d'assurer **une coordination efficace** des politiques du marché du travail entre États membres, via le **Semestre européen** (cadre annuel de coordination des politiques économiques, budgétaires, sociales et de l'emploi au sein de l'UE). Mais aussi **renforcer la résilience** des économies de l'UE en soutenant la **compétitivité européenne** dans un contexte de transitions et de tensions économiques. Pour cela, faciliter la mise en œuvre des réformes financées par le **FRR** (Facilité pour la Reprise et la Résilience), alors que 2026 sera sa dernière année d'exécution.

Source : Communiqué de presse du Conseil de l'UE du 12/11/2025
Lettre Sociale Europe de septembre 2025 – Christian Juyaux



Points du MEF sur l'actualité européenne

Source : « L'Hebdo des membres » du Mouvement Européen France

Migrations et développement

L'Union européenne a menacé de réduire les avantages commerciaux des Etats qui refusent de coopérer en matière d'immigration. Les pays en développement et les pays les moins avancés avec lesquels l'Union a conclu des accords de commerce préférentiels pourront se voir imposer des droits de douane plus élevés s'ils refusent de reprendre leurs ressortissants expulsés de l'Union européenne. L'accord obtenu le 3 décembre entre le Conseil et le Parlement européens, prévoit cependant des mécanismes complexes qui risquent d'en amoindrir la portée opérationnelle. La conditionnalité de l'aide extérieure de l'Union européenne au respect de l'Etat de droit, mais aussi l'établissement d'un lien plus direct entre avantages commerciaux préférentiels et coopération en matière de migration, est un principe qui gagne peu à peu du terrain

Règlementation pharmaceutique

Les colégislateurs européens ont scellé jeudi dernier un accord politique majeur : la refonte complète du cadre réglementaire pharmaceutique. Il intervient dans un contexte géopolitique particulier, alors que l'industrie pharmaceutique européenne fait face à une concurrence féroce et que les Etats-Unis de Donald Trump agitent la menace de tarifs douaniers. « Nous renforçons les mesures incitatives en faveur des antibiotiques prioritaires, réduisons les formalités administratives et garantissons la disponibilité des médicaments essentiels », s'est félicitée la ministre danoise de la Santé, dont le pays assure la présidence de l'UE jusqu'au 31 décembre

Groenland

Dans la foulée de l'intervention américaine au Venezuela, Donald Trump réaffirme que les Etats-Unis ont « besoin » de l'île et appelle à s'en « occuper » dans vingt jours. Donald Trump a réaffirmé, dimanche 4 janvier, son souhait de voir le Groenland passer sous domination américaine, après que la première ministre danoise a exhorté les Etats-Unis à « cesser [les] menaces » d'annexer le territoire ce week-end ».

« Nous avons besoin du Groenland du point de vue de la sécurité nationale, et le Danemark ne sera pas en mesure de s'en occuper », a déclaré le président américain aux journalistes à bord d'Air Force One. « Nous nous occuperons du Groenland dans environ deux mois... parlons du Groenland dans vingt jours », a-t-il ajouté. L'Union européenne a réagi le lundi 5 janvier par la voix de la porte-parole de la Commission européenne, Anitta Hipper, qui a déclaré que « l'UE continuera à défendre les principes de souveraineté nationale, d'intégrité territoriale et d'inviolabilité des frontières », en appelant ses partenaires à respecter ces principes fondamentaux.

Par ailleurs, l'Union européenne a exprimé sa pleine solidarité avec le Danemark face aux menaces américaines. Ursula von der Leyen (présidente de la Commission) et Antonio Costa (président du Conseil européen) ont rappelé que l'intégrité territoriale et la souveraineté sont des principes essentiels du droit international. Plusieurs dirigeants européens, dont Emmanuel Macron, ont insisté sur le fait que « le Groenland appartient à son peuple et le Danemark en est le garant ». La France, la Suède, la Norvège et la Finlande ont également exprimé leur soutien au Danemark, dénonçant toute tentative de modification des frontières par la force.

Accord entre l'Union européenne et le Mercosur

Grâce au soutien inattendu de Georgia Meloni, les Etats membres ont fait repousser la signature de l'accord à la mi-janvier alors qu'Ursula von der Leyen voulait entériner l'accord dès le 20 décembre au Brésil. La présidente du Conseil italien a expliqué qu'elle avait besoin de quelques semaines, d'ici à la mi-janvier, pour expliquer les avantages de l'accord à son opinion publique et à son Parlement. La signature de l'accord semble désormais acquise à ses partisans. La France demande d'attendre plus longtemps, jusqu'à ce que toutes les mesures annoncées ces derniers mois (clauses de sauvegarde en cas de perturbation des marchés agricoles, mesures-miroir, contrôles sanitaires) soient constatées comme opérationnelles. « Nous voulons que le texte change de nature avant de l'approuver, nous voulons des règles de réciprocité qui protègent nos agriculteurs et la sécurité alimentaire ».

1er janvier 2026

- **La Bulgarie a rejoint l'euro**, Ce pays des Balkans, le plus pauvre de l'UE, est prêt à devenir le 21e Etat membre de la zone euro.
- **La taxe carbone va affecter les échanges commerciaux de l'UE** : à très court terme, l'entrée en vigueur du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) devrait entraîner des conséquences limitées sur le commerce international. A plus long terme, cependant, un ajustement des flux pourrait intervenir puisque la Commission a étendu le champ d'application de cette taxe carbone à pas moins de 180 produits finis à partir de 2028. De l'acier au ciment, la Chine se prépare au choc. Ce mécanisme européen va toucher directement les industries chinoises de l'acier, du ciment et de l'aluminium. Rien que dans l'acier, les exportations vers l'UE pourraient baisser jusqu'à 32 %.
- **Cypre prend la présidence du Conseil de l'UE** : voir article en pages 2 et 3.

L'Europe près de chez vous

Elargissement de l'Union européenne et Solidarité internationale

Concertation citoyenne, ateliers participatifs et restitutions partagées en clôture de la programmation territoriale du Festi'Sol 2025 avec la MDE42



d'acquérir une base d'informations communes sur le sujet.

Un bref sondage (via une application numérique) a permis de comparer les opinions que les participants avaient, a priori sur le sujet, avec les résultats présentés par l'Eurobaromètre pour la France. Trois ateliers intergénérationnels ont ensuite permis de riches échanges autour de la question suivante : « **Des Etats supplémentaires qui rejoindraient l'UE dans les années à venir : pour ou contre, pourquoi, quels enjeux ?** ».

Le partage des résultats des ateliers a illustré les débats d'idées autour des différentes opinions sur l'élargissement et les éléments susceptibles d'augmenter l'acceptabilité du processus.

La soirée s'est poursuivie sur un registre international élargi, avec une passionnante restitution collective de l'expérience vécue par les jeunes acteurs de mobilités internationales et solidaires organisées par la Bulle et le Comité départemental UFCV 42 au Benin.

Pour aller plus loin sur le sujet :

cliquez sur cet [article publié sur le site de l'Institut Delors](#)

57 participants de 11 à 90 ans, d'horizons divers dont Cristina Sitzia, Maire de Benna (Piémont), commune italienne jumelée avec Lentigny se sont réunis autour de Lukáš Macek, Chef du Centre Grande Europe de l'Institut Jacques Delors et Directeur du Campus de Sciences Po à Dijon, à l'Espace Jeunesse La Bulle à St Galmier le 28 novembre dernier pour une concertation citoyenne sur l'élargissement de l'UE.

Une rapide présentation des Etats-candidats (population, situation économique...), des conditions à remplir pour intégrer l'UE et de l'estimation d'un possible calendrier des nouvelles adhésions a d'abord permis à l'assistance

Le saviez-vous ?

Les pneus hiver sont-ils obligatoires pour circuler en Europe ?
Que vous passiez la frontière au quotidien ou que vous planifiez un voyage en Europe pendant l'hiver, le Centre européen de la Consommation vous informe pour connaître le type d'équipement pneumatique qu'il faut avoir :
<https://www.europe-consommateurs.eu/tourisme-transports/vehicule/pneus-neige.html>

Idées lecture :

En complément de l'article sur le Prix du Nouveau Bauhaus Européen, nous vous proposons plusieurs titres d'études qui aident à mieux comprendre ce mouvement.



Bauhaus, par Magdalaine Droste.
Edition Taschen, 2019.

Cet ouvrage de référence, relatif à ce mouvement précurseur du modernisme né pendant l'entre deux guerres, a été réalisé avec le Bauhaus Archiv/Museum de Berlin. Il rassemble des documents, des études, 250 photos et croquis, des plans, des maquettes, des prototypes du collectif d'artistes idéalistes.



Bauhaus, l'idée qui a changé le monde, par Valentina Grande et Sergio Varbella (illustrateur).
Edition du Seuil, 2021.

Sous la forme d'un roman graphique, les auteurs racontent en trois chapitres, l'histoire du Bauhaus, incontournable et

décisive dans la naissance de mouvements innovants en design et architecture. Une approche très accessible.



L'esprit du Bauhaus collectif.

Edition des Arts décoratifs, 2022.

Catalogue de l'exposition du musée des Arts décoratifs, présentant près de 900 œuvres, cet ouvrage décrit également les onze ateliers du mouvement, l'histoire, l'impact sur les arts. Un beau voyage au coeur de cette aventure du 20ème siècle.



Comprendre le Bauhaus, par Lionel Richard.
Infolio, 2009.

Une première approche de ce mouvement encore peu connu.



Colette MODION

EuropaLoire



Le Mouvement Européen France est une association créée en 1949. Transpartisane, elle a pour objectifs de mieux faire connaître l'Europe et de faire vivre un débat public pluraliste. Elle comporte une branche ouverte aux jeunes de 16 à 35 ans (Jeunes Européens France), désireux de défendre le projet européen.

Pour nous contacter : loire@mouvement-europeen.eu

**Directrice de la publication : Marthe-Claire Portran
Comité éditorial : Colette Modion, Pierre Mandon,
Daniel Imbert-Magand, Michel Lefrançois.**

Pour adhérer au Mouvement Européen, ou faire un don : <https://mouvement-europeen.eu/>